

FOCUS

**L'immigration a changé de sens**

# Quand Tanger sauve l'Espagne



**Le nombre d'Espagnols officiellement enregistrés en tant que résidents sur le sol marocain a été multiplié par 4 entre 2003 et 2011. Le taux de chômage qui a atteint, aujourd'hui, en Espagne, un niveau ahurissant de 26% a poussé les Ibériques à venir chercher des opportunités de travail au Maroc, la nouvelle terre d'accueil.**

**Par Loubna Bernichi**

**G**abriela Lucia Gonzales a 25 ans. Cette jeune femme, diplômée d'une grande école d'hôtellerie au sud de l'Espagne ne croit plus en l'avenir. Dans son petit appartement du quartier périphérique Benkhalef à Tanger qu'elle habite en colocation avec un compatriote, elle se rappelle ses années d'insouciance comme si cela remontait à un demi-siècle. Plongée dans ses souvenirs, ses yeux bruns encadrés par des sourcils épais s'assombrissent soudainement. «*J'ai choisi des études de management en hôtellerie parce que les perspectives de carrière sont prometteuses. Je me voyais diriger un établissement appartenant à une chaîne hôtelière internationale, courir le monde, gérer un agenda surbooké... Dans mes pires cauchemars, je n'avais pas imaginé un début de carrière aussi chaotique...*» raconte-t-elle. Un an et demi après

l'obtention de son diplôme, cette madrilène n'a pas trouvé d'emploi. Elle s'est vue proposer des stages de trois mois sans possibilité d'embauche. Un beau matin, elle a décidé sur un coup de tête de traverser la

Méditerranée. «*Avec quelques euros en poche, empruntés à ma mère, j'ai pris le ferry en direction de Tanger. J'ai embarqué vers l'aventure. Je n'avais plus rien à perdre. Je voulais tenter ma chance au Maroc. L'un de mes amis y était déjà installé et il s'y plaisait beaucoup.*»

A peine arrivée, Gabriela se met à la recherche d'un travail. Il lui a fallu une semaine pour trouver un travail. Pas directrice d'hôtel classé mais gérante d'un piano-bar de la ville de détroit. La pétillante

**117 000 Espagnols ont quitté le pays pour s'installer à l'étranger. Dix mille d'entre eux ont choisi le Maroc. Sans compter les "sans-papiers".**

ibérique a promis au propriétaire de ce restaurant, en perte de clientèle, de relancer ses affaires en attirant la jeunesse dorée tangeroise. «*C'est un défi à relever. Je suis prête à veiller jour et nuit pour atteindre l'objectif fixé même si la tâche est difficile parce que je ne connais pas encore les habitudes de consommation des Marocains et j'ignore tout de la vie nocturne tangeroise*» confie-t-elle.

Gabriela n'envisage même pas l'éventualité de perdre son poste. Son salaire de 10 000 dirhams par mois lui permet de vivre décemment. Elle s'est même permis de s'inscrire à des cours de langues pour parfaire son anglais. Le rêve améri-

●●● cain la séduit. «*Je veux faire quelques économies avant de partir aussi loin*» souffle-t-elle. Son colocataire José Maria Garcia, 35 ans, est venu aussi tenter sa chance au Maroc en attendant des jours meilleurs. Diplômé d'un master marketing commerce, il avait intégré en 2005 une compagnie d'assurance espagnole de renom en tant que commercial. Il avait vite fait de gravir les échelons et s'est retrouvé propulsé à un poste de responsabilité après trois ans d'expérience dans cette boîte. «*Je gagnais bien ma vie. Je ne me privais de rien. J'avais même contracté un crédit pour acheter un appartement au centre de Madrid. Dans ma tête, rien ne pouvait m'arrêter dans mon élan jusqu'au début de 2011. Avec une cinquantaine de collègues, j'étais sur la liste des partants. Un dégraissage forcé du mammoth. Les uns devaient payer pour d'autres. J'ai été sacrifié. Ma descente en enfer n'a fait que commencer. Ma vie s'est transformée en une série de malheurs.*» se désole-t-il. A Tanger, Jose Maria Garcia essaye de se refaire grâce à son emploi de représentant commercial d'une société espagnole d'équipement automo-

bile, mais il ne se voit pas faire carrière au Maroc. «*Les barrières culturelles existent. Je n'arrive pas à me faire aux us et aux coutumes du pays*» explique-il.

## La tendance s'inverse

Comme son amie, il rêve aussi de survoler l'Océan Atlantique mais pour aller en Amérique Latine. Eduardo Rodriguez n'a pas d'autres perspectives. Electricien de son état, cela fait maintenant neuf mois que cet homme de 42 ans a quitté sa ville de Bilbao au nord de l'Espagne pour chercher un travail au Maroc. Il y a deux ans, ce père de trois enfants a perdu l'emploi qu'il occupait dans une entreprise espagnole du secteur énergétique. Après avoir trouvé un autre travail, il a été de nouveau licencié trois mois plus tard. Il a alors décidé de s'installer à ville du détroit où il a trouvé un CDD dans une unité industrielle. «*Le plus dur est de ne pas avoir ses proches avec moi. Mes enfants sont scolarisés. Et, ici, il n'y a pas une école espagnole gratuite où je pourrais les inscrire. Je ne sais pas quand j'aurais*

*l'occasion d'aller la voir. Je n'ai ni assez de temps ni assez d'argent pour me permettre quelque jours chez moi en Espagne*», déclare Eduardo Rodriguez les yeux pleins de larmes. Depuis les années cinquante, les Marocains émigrent vers l'Europe pour travailler, mais aujourd'hui, avec la crise économique européenne, la tendance s'inverse : ce sont les Européens qui viennent au Maroc pour chercher un emploi. «*C'est le monde à l'envers*», écrit Hein de Haas, codirecteur de l'Institut des migrations internationales, affilié à l'université d'Oxford. Selon l'Institut national des statistiques espagnol (INE), depuis 2011, 117 000 Espagnols ont quitté le pays pour s'installer à l'étranger. Dix mille d'entre eux ont choisi le Maroc comme terre d'accueil. C'est ce qui ressort d'une étude intitulée «*L'Eldorado marocain ravive la saison d'immigration des Espagnols vers le sud*», coréalisée par Beatriz Meza, chercheur basé à Rabat. Ainsi, le nombre d'Espagnols officiellement enregistrés en tant que résidents sur le sol marocain a été multiplié

## Carte de séjour



**L**e ministère de l'Intérieur resserre les vis. La situation n'est plus admissible. Les ressortissants de l'Union Européenne abusent des facilités de séjour au Maroc. Ainsi, le département de Mohand Laenser recommande aux sans-papiers européens de régulariser leur situation. «*Il a été constaté que de plus en plus de ressortissants de pays européens, Espagnols, Français et autres, qui visitent ou*

*séjournent au Royaume du Maroc, y occupent, à titre temporaire ou permanent, des emplois ou y créent des entreprises (...), il leur est recommandé de remplir auprès des services concernés, les formalités relatives à leur séjour et à leurs occupations professionnelles*», peut-on lire dans un communiqué publié le 14 juin 2013. Pour échapper aux lourdeurs administratives, les immigrés en provenance du Vieux continent renouvellent leurs visas touristiques en passant une journée aux enclaves espagnoles Sebta et Mèlilia ou en traversant les 15 km de mer Méditerranée qui séparent l'Espagne du Maroc. Ce détournement de la loi arrange aussi les employeurs puisqu'il leur permet de ne pas engager les longues procédures auprès de l'agence de l'Emploi (Anape). Cette recommandation du ministère de l'Intérieur intervient, une année, après la publication dans le Bulletin Officiel du 13 janvier 2012 des nouvelles dispositions pour les demandeurs de carte de séjour. Un arrêté du ministère de l'Intérieur exigeait d'eux de fournir un casier judiciaire et un certificat médical. A ces mesures, s'ajoute le paiement de 100 DH en espèce, le timbre du même montant n'est plus demandé. ■

par 4 entre 2003 et 2011. Dans les sept consulats d'Espagne au Maroc, les inscriptions ont progressé de 7 740 personnes en 2010 à 8 115 en 2012, sans compter les 5 000 citoyens qui résident au Maroc sans passer par ces formalités et qui quittent chaque trois mois le territoire pour renouveler leurs visas touristiques. «*Avant la crise, se souvient Eduardo Rodriguez, personne en Espagne n'aurait imaginé partir un jour au Maroc pour travailler, ça ne nous serait jamais venu à l'esprit*». En effet, avant la crise, les 3 000 ressortissants espagnols résidant au Maroc étaient essentiellement constitués d'enseignants des missions culturelles, de diplomates ou d'investisseurs. Le taux de chômage qui a atteint, aujourd'hui, en Espagne, un niveau ahurissant de 26% a fortement changé les distributions de catégories d'immigrés espagnols vers le Maroc. Il est devenu courant de rencontrer sur les chantiers de constructions marocains d'immeubles ou d'autres bâtisses, des maçons, plombiers ou électriciens espagnols essentiellement originaires de la région de l'Andalousie. Mais, pas seulement.

### Opportunité à saisir

Beatriz Meza considère qu'un nombre important d'hommes d'affaires espagnols misent sur le Maroc pour la pérennisation de leurs investissements. Pour elle, des cadres commerciaux, de marketing ou d'administration des entreprises prennent d'assaut le marché marocain à la recherche de postes d'emploi, dans les entreprises, encouragés à cela par les fortes inadéquations conjoncturelles du marché des cadres entrepreneuriaux au Maroc. L'agence espagnole de presse (EFE) rapporte que le nombre d'Espagnols embauchés par les entreprises espagnoles installées dans le Royaume est passé de 1 637 en 2010 à 2 660 en 2012, alors que le nombre des inscrits au régime de la Sécurité sociale au Maroc a atteint 3 140 à fin 2012. Préférer vivre au Maroc quand on est Espagnol peut sembler étrange. Avec un PIB six fois inférieur à celui de l'Espagne et un taux de chômage estimé à 30%, «*la crise est bien plus profonde au Maroc qu'en Espagne*», rappelle un économiste. Selon Beatriz Meza, le pre-

mier argument qui séduit les Espagnols est le coût bas de la vie au Maroc, comparé à celui en Espagne, en plus de la continuité géographique entre les deux pays et les ressemblances à différents niveaux des cadres socioculturelles. Avec un taux de change entre le dirham marocain et l'euro de 10 pour 1, les Ibériques qui travaillent pour des multinationales ou qui arrivent avec des économies vivent très bien. Alejandro Martin, enseignant, est arrivé en 2010 à Tanger pour un stage de trois mois. C'est en voyant que le taux de chômage chez les jeunes Espagnols avait atteint 55% qu'il a décidé de rester. «*Retourner en Espagne aurait été suicidaire*», dit-il. Il est payé à l'heure et ne bénéficie d'aucun avantage. Ses revenus lui permettent de vivre décemment au Maroc, mais, selon lui, ce salaire ne serait pas suffisant à Madrid. Grâce aux compagnies aériennes low cost, il rentre en Espagne quasiment chaque mois. Même s'il aime voir ses amis et sa famille, il est heureux de vivre au Maroc étant donné la conjoncture économique. «*Avec ce que je vois là-bas, je compte m'installer définitivement à Tanger*». Pour la plupart, des Espagnols interrogés sont prêts à quitter leur famille, à tout laisser derrière eux pour un salaire qui leur permet juste de survivre. Pedro Lopez, 25 ans, serveur dans un restaurant tangérois appartenant à un homme d'affaires marocain, mesure bien sa chance : «*A 3 000 dirhams par mois, en plus des pourboires, je m'en sors à peine, mais je ne me plains pas trop. Beaucoup aimeraient être à ma place. Le propriétaire reçoit chaque jour une dizaine de CV de personnes hautement qualifiées en hôtellerie et en restauration. Il ne rate aucune occasion de le rappeler. Je ne suis pas en mesure de faire la fine bouche*». Le secteur espagnol de la restauration a été gravement touché par la crise: selon un rapport publié par le bureau d'études Nielsen en 2012, le nombre de restaurants en Espagne n'a jamais été aussi bas depuis 1997. Dans ce contexte, Gabriela Lucia Gonzales peut paraître une chanceuse. Tanger lui a offert une opportunité en or. Mais, une question s'impose. Le Maroc est-il en mesure de supporter ce nouveau flux humain, ces exilés de la crise ? ■ BEL

## Les victimes de la crise

Les ressortissants marocains représentent la communauté étrangère qui a le plus pâti des effets de la crise en Espagne. Depuis 2008, le taux de chômage qui frappe cette catégorie a augmenté très rapidement jusqu'en 2009 et a suivi une tendance haussière en 2010 et en 2011 pour atteindre les 50.7%, soit plus de la moitié de la population active.

Pour faire face au ralentissement économique et à l'augmentation du chômage qui touche principalement les métiers du bâtiment et des services, premiers employeurs de la main-d'œuvre immigrée, l'ex-Gouvernement socialiste espagnol a adopté en 2008 un projet de «*plan de retour volontaire*» ciblant les 100 000 immigrés en situation régulière mais sans emploi depuis plus d'un an. Ce plan propose aux immigrés de rentrer dans leur pays d'origine et de percevoir une allocation de chômage en deux temps. 40% de cette allocation sera versée au moment du départ et le reste, après l'arrivée dans les pays d'accueil.

Les «*bénéficiaires*» recevront l'équivalent de 11 000 euros et la promesse d'un soutien pour l'obtention d'un microcrédit pour monter des petites entreprises dans leur pays d'origine. Cependant, les immigrés marocains ont massivement rejeté ce programme de retour volontaire proposé par le Gouvernement. L'association Atime a révélé dans une enquête publiée par le journal espagnol «*El País*» que 83% des immigrés ont refusé ce programme de retour. ■